BULLETIN

DE LA LIGUE DES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Rédaction : A. HENNAUT, Chaussée de Waterloo, 468, Bruxelles
Administration: V. MARTENS, r. de l'Indépendance, 114. C.C.P. 27,66,40

Paraît au moins une fois par mois
ABONNEMENT : 6 francs l'an

OCTOBRE 1937

Sixième anné

N° I O

50 centimes

S O M M A I R E. L'accord des pirates.

La guerre en Chine .

Une récidive du "Communisme".

L'ACCORD DES PIRATES.

Au moment ou paraitront ces lignes , la scession de la Société des Nations sera close et on saura si la courageuse assemblée a osé ajouter un de ces boulversants papiers en plus, justes capables de révolutionner la chambrée des journalistes qui ont pour mission d'entretenir journellement le monde sur les hautes promesses de la diplomatie internationale, ou si redoublant de prudence elle a renvoyé la constatation de l'agression de l'Espagne à une prochaine scession ou à une de ses inombrables commissions qui savent si bien mettre le couvercle sur toutes les choses malodorantes à propos desquels des membres effrontés osent solliciter l'attention de la Société des Nations.

Quoi qu'il en soit, la France et l'Angleterre viennent d'enterrer elles-mêmes la politique de non-intervention qu'elles avaient inaugurée avec tant de fracas. L'accord de Nyon marque en effet une nouvelle étape. Le délégué anglais à la Société des Nations répondant aux critiques dont fut l'objet, de la part du délégué espagnol, la politique de non-intervention, déclara qu'en dépit de toutes ses imperfections cette politique avait accompli une grande chose, elle avait empêché que la guerre civile en Espagne ne se transforme en une guerre mondiale. Ce n'est que plus tard qu'on pourra établir si oui ou non le délégué anglais a dit vrai. Mais il est un effet certain celui-là, de la politique de non-intervention que personne n'a signalé. C'est que le boycottage quasi général - car c'est à cela que la politique de non-intervention se ramène - du ravitaillement en armes de l'Espagne républicaine a aidé puissamment à écarter le danger d'une révolution prolétarienne en Espagne. Il a fallu plus d'un an pour que le gouvernement républicain d'Espagne mette la Société des Nations au pied du mur et exige d'elle la constatation de l'agression par des puissances étrangeres. Au début, le gouvernement républicain ne voulait créer à la S.D.N. le moindre embarras. C'est que la bourgeoisie démocratique espagnole n'était pas trop pressée de ravitailler l'armée républicaine en armes

tant qu'elle ne savait pas exactement à quoi cette armée obéirait. Les ouvriers allaient-ils continuer, à s'engager dans la voie du socialisme? Continueraient-ils à exproprier les églises et les propriétaires fonciers, la "syndicalisation" des entreprises allait-elle se poursuivre?Après avoir formé des comités ouvriers, mis des tranches importantes de la vie économique entre les mains des syndicats, collectivisé la campagne, formé des milices ouvrières et constitué des formations de police ouvrière, les ouvriers et paysans ne seraient-ils pas tenté de substituer au pouvoir républicain, ce dernier retranchement de l'ordre bourgeois, une autorité gouvernementale qu'ils contrôleraient.L'acte de légitime défense du I9 juillet, et qui n'était encore somme toute qu'un acte de défense républicaine allait-il aboutir à une révolution communiste ou anarchiste? On comprend que la bourgeoisie républicaine désirait être fixée sur ce détail avant de s'engager fermement dans la défense républicaine.

La situation s'est éclaircie depuis lors. Et les démocrates tout cran respirent. Dieu merci, ce n'est plus la révolution prolétarienne qui est en marche dans l'Espagne républicaine, mais c'est la contre-révolution. Elle a déjà fait des centaines de victimes parmi ceux qui furent les premiers à courir le I9 juillet I936 à l'assaut des casernes des militaires rebelles. Les révolutionnaires sont refoulés dans l'illégalité. Les anarchistes sont dèhors du gouvernement, les dirigeants du Poum sont en prison, accusés de haute trahison. La garde civile (la Reichswehr espagnole) a supplanté partout les patrouilles ouvrières de contrôle. La révolution prolétarienne semble matée.Si la presse d'extrême gauche est interdite, la liberté des cultes est rétablie et les anciens ministres du gouvernement Lerroux reviennent se mettre au service du gouvernement républicain.

Les politiciens républicains voient arriver le moment où il sera permis - si toutefois la guerre mondiale ne vient pas compliquer les choses - de songer à s'entendre avec Franco. Mais pour que cela soit, il ne faudrait tout de même pas que Franco batte complètement l'Espagne républicaine. Et il faut quand même aussi empêcher que l'Italie, par cette victoire, ne conquiert une trop grande influence dans la péninsule.

L'absence d'une organisation révolutionnaire du prolétariat est en grande partie la cause de l'évolution à rebours en Espagne. Mais l'autre cause essentielle de la défaite du prolétariat espagnol, c'est le front unique de toutes les puissances démocratiques pour empêcher que l'armée républicaine ne puisse se procurer les armes nécessaires. Ce front unique a pu être réalisé, comme on le sait, grâce à l'apathie et à l'aveuglement des prolétaires de France, d'Angleterre et de Belgique qui ont soutenu des gouvernements attachés à la politique de non-intervention.

Par cette politique, la bourgeoisie a porté un triple coup à la révolution espagnole. Elle la privait des armes nécessaires à sa défense; elle favorisait l'union nationale de toutes les classes en Espagne (parce qu'elle permettait aux "tièdes", à la bourgeoisie, au Companys et aux autres de se déclarer en faveur d'une "union antifasciste" d'autant plus pernicieuse qu'elle était condamnée à l'impuissance); enfin, la non-intervention, en livrant l'Espagne à la seule ressource de la Russie pour son approvisionnement en armes, mettait la révolution sous l'influence funeste du stalinisme, l'ennemi le plus perfide de la révolution prolétarienne.

La levée de la politique de non-intervention et son remplacement par les accords de Nyon clôt une première étape qui fut celle de la préparation de la contre-révolution. L'accord contre la piraterie en Méditerrannée ouvre la voie à une intervention plus directe dans les affaires de l'Espagne. Il est non le signe d'un changement dans les dispositions des états démocratiques à l'égard de la révolution espagnole. Il signifie que les dangers d'un conflit mondial se sont accrus et que le contrôle de la péninsule Ibérique, un des fronts éventuels de cette guerre, se resserre. l'Angleterre et la France ne veulent pas être dupes des préparatifs italo-allemand. Les démocraties ne veulent pas voir leur flotte impunément exposée à l'action des pirates italiens. Tel est le sens des accords de Nyon. Quant à l'Espagne républicaine, qu'elle périsse. Demain comme hier, les pirates fascistes pourront continuer à la boycotter avant de s'en emparer.

Après avoir contribué à l'écrasement de la révolution espagnole, les puissances démocratiques préparent leurs positions en vue du carnage international. Dans les accords méditerranéens il n'est déjà plus question de gentlemen mais de pirates. Signe des temps.

IL FAUT SOUTENIR LES REVOLUTIONNAIRES ESPAGNOLS.

Des centaines d'anarchistes, de membres de la C.N.T., du POUM, même de l'U.G.T. se trouvent dans les geoles de l'Espagne républicaines. Ils ont commis le crime de ne plus avoir confiance dans le gouvernement d'Union sacrée ou dans les partis qui le compose. Certains, sont menacés de procès, la plupart ne seront pas jugés, il suffit à leurs bourreaux qu'ils soient à l'ombre, hors d'état de dénoncer leur politique criminelle. Enfin, de nombreux ouvriers sont ou obligés de se cacher, ou de fuir à l'étranger. Il importe que les ouvriers des autres pays soient solidaires de leurs frères torturés d'Espagne. Il faut les aider, en dénonçant les crimes des agents de la contre-révolution, mais il faut aussi les aider matériellement.

Nous ouvrons une souscription pour l'aide aux victimes de la réaction en Espagne républicaine. Les versements peuvent être faits au compte chèque du Bulletin: Victor Martens, C.C.P. n° 27.36.40

LA GUERRE EN CHINE.

La marche en avant de l'impérialisme japonais se poursuit inexorablement. Malgré l'héroïsme des troupes chinoises qui lui opposent une résistance magnifique. La guerre n'est pas seulement une question d'héroïsme. C'est avant tout le heurt de deux forces et du potentiel social et industriel qu'elles peuvent faire entrer en ligne de compte. Et il faut reconnaitre que dans le conflit Chine-Japon, ces potentiels sont d'une criante inégalité.

D'un côté la Chine, pays vaste comme un grand continent, faisant vivre une population qui atteint le quart de la population totale du monde, avec des richesses naturelles, abondantes et d'une diversité telle qu'il lui serait possible de faire tenir sur son territoire plusieurs grands pays modernes. Mais la Chine qui donna l'éveil à une des plus vieilles civilisations du monde, et qui abritait une société parfaitement constituée ayant poussé à un degré très élevé l'organisation du travail à une époque où nos régions étaient peu ou pas habitées, ce même pays retarde maintenant dans son évolution. Son unité, plus formelle que réelle, ne date que de quelques années. Depuis que l'Angleterre s'y ouvrit un passage - à coups de canon, est-il à peine nécessaire d'ajouter - en 1840-42, elle n'a cessé d'être le théatre d'invasions étrangères et de guerres intestines. Le propriétaire foncier, le militaire, l'usurier et le fonctionnaire mettaient le pays à sang et à feu pour s'arracher le produit du travail du paysan, de l'artisan et du koolie. Car la richesse de la Chine, pays à organisation sociale retardataire, reposait avant tout sur le travail du paysan et de l'artisan. Avec l'invasion étrangère affluèrent également les capitaux et avec eux les formes d'exploitation moderne du travail humain. Dans les grandes villes l'industrie manufacturière fut supplantée par l'exploitation mécanique capitaliste. Mais cette transformation ne devait jouer que dans une mesure très réduite en faveur du raffermissement intérieur du pays. Dans l'esprit des pays colonialistes (parmi lesquels la Belgique prit une place des plus intéressantes, le seigneur Francqui, de célèbre mémoire, fut en Chine l'agent actif de cet autre négrier, Léopold II, que la bourgeoisie belge considère comme son plus grand roi) les capitaux placés en Chine devaient servir à l'exploitation de la matière humaine jaune en surabondance et non pas à l'équipement national de la Chine. La plupart des droits conquis par les puissances étrangères furent d'ailleurs appuyés par les fameux "traités inégaux" qui accordaient à ces puissances des privilèges extraordinaires et empiétaient largement sur la souveraineté chinoise. Pour tout dire, la Chine était traitée par les puissances de "haute civilisation" en simple colonie.

Le Japon présente une autre image. On a souvent répété que le Japon présente par rapport au continent asiatique les mêmes traits particularistes qui distinguent l'Angleterre de notre continent européen. Peut-être est-ce en effet le résultat de son isolement insulaire, peut-être aussi est-ce l'absence de richesses naturelles dont son sol se trouve presque complètement dépourvu, toujours est-il que le Japon, qui vers le milieu du siècle passé n'était encore qu'un

état féodal moins évolué que la Chine, et qui dû faire de larges emprunts à la civilisation capitaliste pour mettre son équipement national au niveau des puissances modernes, su échapper à la tutelle des ces puissances et s'affirma, après la guerre mondiale, comme une puissance moderne capable de parler d'égal à égal avec des pays comme l'Angleterre et l'Amérique.

Maintenant - et c'est ce que l'offensive sur Pékin et Changaï vient de révéler aux grands requins impérialistes qui s'en trouvent consternés - le Japon se dresse comme une des plus grandes puissances impérialistes, comme la puissance qui en Extrême-Orient est de taille à y jouer le rôle qu'au siècle passé, l'Angleterre joua dans le monde. Quoique ayant été contrainte, en 1922, d'accepter pour sa flotte de guerre un tonnage équivalent aux trois cinquième de celui que se réservaient l'Angleterre et les Etats-Unis, la supériorité navale du Japon s'affirme nettement dans la mer de Chine. Cette supériorité ne pourrait être remise en question que dans le cas d'une expédition commune des grandes puissances navales d'Europe et d'Amérique, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis. Mais une pareille entreprise suppose que ces pays aient les coudées franches ailleurs, en Europe, que la situation y soit stabilisée à tel point qu'elles puissent, sans danger pour la paix, en éloigner leurs forces navales pour le temps nécessaire à la mise à la raison du jeune impérialisme nippon. Précisément, l'accord de Nyon vient de démontrer que la présence des navires de guerre anglais et français dans les parages européens surtout en Méditerrannée ne souffre le moindre arrêt.

Il est donc très probable que le Japon puisse continuer sa marche triomphale sur le continent asiatique. Par dessus des monceaux de cadavres d'ouvriers et de paysans chinois et japonais, l'impérialisme nippon réalise son but qui est de s'approprier les sources de matières premières nécessaires à son industrie, de conquérir de nouveaux débouchés pour son industrie et de raffermir ceux existants, de se faire ouvrir une issue à l'immigration de sa population en surnombre (en sernombre pour le capital, bien entendu, et pas au sens absolu) et dont l'accroissement soumet le régime à une pression sociale de plus en plus intolérable, et enfin de mettre la main sur des territoires qui constituent autant de points d'appui nécessaires à l'exécution de ses plans d'expansion.

Aucune puissance n'est en mesure d'arrêter pour l'instant cette marche inexorable. De même qu'en dépit de toute la jactance de la diplomatie, de la presse, et de la "démocratie", le monde a dû assister à l'invasion de la Mandchourie, bientot suivie de la proclamation de l'état "indépendant" du Mandchokouo en 1932, de l'aggression contre Changaï, l'annexion du Jehol ensuite, de meme nous assisterons à l'avance dans la Chine du Nord. Les intentions de l'impérialisme nippon sont connues. Elles furent révélées au monde par le fameux mémoire de Tanaka. Le Japon ne vise à rien de moins qu'à la conquête de la Mongolie extérieure, une vaste république maintenant plus ou moins influencée par la Russie des Soviets. Il est probable que la poussée actuelle ne vise pas la réalisation de cet objectif mais plus modestement une étape intermédiaire dans cette voie : la constitution d'un état séparé formé de quelques provinces qui se trouvent dès maintenant presqu'entièrement sous le contrôle des bai

onnettes japonaises et de quelques autres à conquérir. Ce nouvel état de Mongolie intérieure, soumis au controle du Japon, constituerait la nouvelle base d'opération pour les futurs expéditions japonaises contre la Mongolie extérieure et l'U.R.S.S. le rival naturel du Japon en Extrême-Orient.

Le Japon se permet de traiter les Puissances avec un mépris à peine dissimulé. Il n'y a plus aucun droit d'extra-territorialité ni de concessions internationales qui tiennent devant l'agresseur japonais. Les biens anglais, français, américains ne sont pas respectés davantage. Les japonais se permettent de remettre aux diplomates des notes qui ont des allures d'ultimatums. Ce qui a le don de soulever des protestations indignées de la part des capitales. De même notre presse s'indigne du bombardement de villes ouvertes, des destructions systématiques et des violences contre les non combattants, des massacres de femmes et d'enfants à Shangai, Nankin et Canton, des hauts faits de l'aéronautique japonaise.

Dans toute cette indignation hypocrite s'affirme le dépit que doivent ressentir les puissances à la vue de cet impérialisme de couleur se conduisant en maitre là où les puissances européennes et américaines se croyaient les seules appelées à gruger les koolies chinois. L'avance japonaise sonne le glas de l'hégémonie des puissances en Chine. Dans l'Extrême-Orient où les puissances furent si longtemps seules à se comporter en conquistadores, elles ont enfin trouvé une force qui ose les traiter en chien crevé. Les sentiments d'humanité que les capitalistes européens font valoir ne trompent personne. Le métier de colonisateur ne s'accorde pas précisément avec une pareille sentimentalité et ni la France, ni l'Angleterre ni aucune autre puissance colonisatrice ne s'en est montrée particulièrement atteinte lorsqu'il s'agissait de se frayer à coup de canon une voie vers l'exploitation de la chair à dividende de couleur.

L'exaspération de Londres, de Paris et de New-York témoigne simplement qu'un nouveau danger menace les bénéfices de la bourgeoisie. Un rival d'importance se dresse devant eux. L'avance japonaise en Chine va exaspérer encore davantage une situation qui était déjà tragique sans cela. L'impérialisme nippon se taille des parts d'importance dans le gâteau des richesses du monde. La Chine est pour l'instant dans l'impossibilité d'opposer quoi que ce soit à ce partage. Mais les puissances d'Europe et d'Amérique peuvent-elles rester impassibles à leur éviction d'Extrême-Orient? L'avance japonaise va incontestablement accélérer l'évolution des antagonismes entre les puissances impérialistes qui sans cela avait déjà pris une allure si menaçante. Espérons que le caractère brutal de l'invasion japonaise, l'absence de tout prétexte masquant les buts intéressés de la conquête contribuerons à faire comprendre aux travailleurs la nature et le caractère spoliateur de la guerre en dépit des mobiles plus idéalistes que les fauteurs de guerre, les capitalistes, prétendent leur assigner dans le but évident de tromper les masses.

0 0 0

Si on est tenté de se réjouir à la vue qu'une puissance de couleur, réputée d'essence inférieure aux yeux de notre civilisation (capitaliste) occidentale, ose, pour la première fois (I), se moquer si hostensiblement de la volonté des grandes puissances capitalistes, fouler cyniquement aux pieds leurs intérêts, ce n'est qu'hélas pour voir s'évanouir ces motifs de réjouissance aussi rapidement qu'ils ne sont apparus. Si l'impérialisme japonais maltraite de la façon qu'on connait les intérêts des capitaux anglais, américains et français ce n'est que pour y instaler les siens à la place. La théorie des races, cette dernière pousse de l'idéologie bourgeoise décadente, ne se trouve pas plus épargnée par les faits puisque ces derniers montrent que la solidarité de la race jaune ne s'affirme pas plus que celle de la race blanche lorsqu'il s'agit de l'appropriation du travail d'autrui.

Le caractère particulièrement sauvage de la guerre en Chine, le fait que l'agression japonaise manque tout prétexte sérieux, le fait aussi que, par la nature des choses, la guerre prend la forme d'une extermination unilatérale de populations pacifiques, de non-combattants sans défense, exécutée par une armée moderne particulièrement formée à des fins de conquêtes, tout cela est de nature à faire pencher les sympathies instinctives des masses en faveur du peuple chinois. L'invasion de la Chine par le Japon présente les caractères typiques de la guerre de rapine, réalisée en vue du vol seulement, où l'absence de tout mobile supérieur éclate aux yeux de tous. Et pour autant que ces sympathies ne visent que la réprobation de toute violence faite à un autre peuple, en vue de son exploitation ou de sa domination il faudrait ne pas être communiste pour ne pas s'en réjouir. Mais rien ne serait plus faux que, s'appuyant sur cette sympathie instinctive, de dire que, dans cette guerre, la tâche du prolétariat international est d'être aux côtés de la Chine.

C'est cependant là la position prise par Trotsky qui se porte garant que " toutes les organisations ouvrières, toutes les forces " progressives de la Chine, sans rien céder de leur programme et de " leur indépendance politique, feront jusqu'au bout leur devoir dans " cette guerre de libération, independamment de leur attitude vis-à- " vis du gouvernement Tchang-kai-Tcheck." Les raisons de cette attitude? Elles se trouvent formulées dans cette autre déclaration de Trotsky :"... s'il y a en général une "guerre juste", c'est la guer- " re du peuple chinois contre ses conquérants."

Mais précisément, toute la question est là: la guerre qui se déroule sous nos yeux, est-ce bien la guerre du peuple chinois contre ses conquérants? Le caractère de toute guerre est déterminé par celui qui la dirige, par les forces sociales qui y participent, par

(I) "La première fois" n'est pas ici le terme rigoureusement exact. C'est en 1905, lors de la guerre russo-japonaise que s'affirma pour la première fois la force du Japon. La Russie dû mordre la poussière. Mais il s'agissait du tsarisme dont tout le monde reconnaissait que ce n'était pas un état capitaliste à la page. Maintenant, les états dont le Japon ose bafouer les intérêts ne sont ni plus ni moins que les piliers les plus solides du capitalisme, l'Angleterre, et les Etats-Unis.

celles qui parviennent à lui faire épouser leurs buts. Or, si la qualité d'ouvriers et de paysans des soldats chinois ne souffre aucun doute, le gouvernement chinois dont les armées dépendent n'en est pas moins un gouvernement capitaliste. Tchang-kaï-Tcheck, le représentant de la " nouvelle Chine", c'est à dire du jeune capitalisme chinois (par opposition aux féodaux et aux mandarins qui étaient les maitres sous l'ancien régime) ce Tchang-kaï-Tcheck donc n'est pas plus le représentant du peuple chinois que Mussolini et Hitler ne sont les représentants des peuples italiens et allemands, ni que Staline le représentant du peuple russe. Est-il besoin de rappeler que le fameux maréchal est le bourreau des communistes chinois, celui qui écrasa dans le sang l'insurrection ouvrière de 1927.

Le gouvernement "national" de Nankin est en réalité le gouvernement de la bourgeoisie chinoise, et personne ne songe à le nier. Il ne défend pas les intérêts du peuple chinois, mais ceux des classes dirigeantes. Il ne lutte pas pour la libération de la Chine de l'oppresseur japonais, mais il défend contre l'agresseur vorace nippon, le droit de la bourgeoisie chinoise à l'exploitation des prolétaires et des paysans chinois. D'ailleurs, le gouvernement national chinois n'est peut-être pas aussi décidé qu'on ne le pense dans sa lutte contre le Japon, et ce dernier ne se fait certes pas d'illusion sur ses capacités d'absorbtion du peuple chinois. La conquête de la Chine est une tâche au dessus des forces de l'impérialisme nippon. Il ne songe nullement à une mise en valeur directe des territoires conquis. Une telle entreprise exigerait l'occupation de la Chine par les armées japonaises. Le Japon ne peut y songer. Une pareille occupation déterminerait en Chine un chaos dont le Japon serait la première victime. Ce à quoi le Japon peut décemment prétendre c'est - en dehors de quelques nouvelles annexions dans le Nord - de forcer Tchang-kaï-Tcheck à une entente avec lui. Le gouvernement "national" se mettrait d'accord avec l'"agresseur" japonais pour l'exploitation en commun du peuple chinois et pour mener une politique anti-russe, nécessaire au développement du capitalisme japonais. Par dessus le monceau de cadavres d'ouvriers et de paysans chinois et japonais "agresseur" et "agressé" se tendraient fraternellement la main. La solidarité des exploiteurs se réaliserait sur le dos des exploités tant chinois que japonais.

Mais les partisans de la "guerre de libération" chinoise nous objecterons probablement que nous ne révélons là rien de neuf, que nous ne disons à propos de la collusion pourrie du nationalisme chinois et de l'impérialisme japonais autre chose que ce qu'eux-mêmes ont si souvent dénoncé et que, d'autre part, leur mot d'ordre de soutien de la guerre de libération nationale ne s'oppose pas, mais au contraire suppose une lutte du prolétariat chinois pour la révolution prolétarienne. En effet, le projet de résolution publié par le "Secrétariat International pour la IVème Internationale", qui traduit cette tendance ne proclame-t-elle pas: "La tâche immédiate du " prolétariat chinois est la lutte pour la conduite de la guerre " contre le Japon par la mobilisation et l'armement des larges couches du peuple travailleur, afin de lier à la défaite et la révo- " tion au Japon, la victoire du prolétariat chinois sur le Kuomin- " tang traitre et valet de l'impérialisme."

Le projet en question fait voir, d'autre part, que, dans l'esprit de ses auteurs, la lutte du prolétariat chinois " pour la conduite de la guerre contre le Japon," s'identifie avec la lutte pour la révolution prolétarienne, la "troisième révolution." Mais c'est précisément là que les partisans de la guerre de libération s'empêtrent dans des contradictions. On ne peut pas défendre une révolution qui est encore à se faire attendre. Et le prolétariat ne peut espérer de faire triompher cette révolution que s'il continue et développe la lutte contre sa bourgeoisie. Par conséquent, le prolétariat chinois pas plus que le prolétariat international n'a pas à reconnaitre la guerre que dirige le Kuomintang comme une guerre de "libération nationale", comme sa guerre à lui. Aussi longtemps que le prolétariat chinois n'a pas triomphé de ses oppresseurs chinois, ses bourreaux d'hier et de demain, la guerre de "libération nationale" est un mensonge impudent qui sert à la bourgeoisie chinoise à masquer la défense de ses intérêts de classe. Tant que le prolétariat n'a pas triomphé de sa bourgeoisie, il n'est rien dans la "nation" et il n'a donc rien à défendre. C'est une règle qui compte pour tous les prolétariats, mais, qui a une valeur d'autant plus grande pour la Chine que le prolétariat chinois a déjà fait de nombreuses fois l'expérience de mouvements de soi-disant "libération nationale" sous l'égide de sa bourgeoisie et que tous se terminèrent par de lourdes défaites du mouvement ouvrier.

0 0 0

Nous avons parlé à propos de la passivité de vieilles puissances impérialistes devant la violation de leurs droits par le Japon, de la montée d'un jeune impérialisme devant lequel les vieux pays capitalistes se sentaient incapables d'agir. Nous avons montré que cette incapacité résultait, dans une large mesure, de la tension extrême de leurs antagonismes qui les rendaient incapables d'une action commune (I). Il est une autre raison dont les capitalistes eux-mêmes n'ont peut-être pas conscience. C'est l'état d'insécurité que créerait la guerre pour le régime capitaliste. Les classes possédantes peuvent déclancher la guerre mais pourraient-elles encore, une fois celle-ci engagée, la terminer comme elles le désirent? La guerre n'amenerait-elle pas l'effondrement du capitalisme?

La social-démocratie, imitée par le stalinisme, attribue à de la pussilianimité l'apathie des grandes puissances mondiales devant les violations flagrantes des traités reconnus comme la base de l'équilibre entre les puissances. Les dirigeants capitalistes seraient frappés d'"aveuglement" et ne trouveraient pas le "courage" pour répondre par des moyens adéquats aux entreprises belliqueuses du Japon foulant aux pieds le "droit international", comme de même, en Europe, les puissances démocratiques manqueraient d'énergie devant l'audace du fascisme italien. Il est vrai que les social-démocrates ont déjà commencé par se refuter eux-mêmes; ils ont été forcés de reconnaitre que l'"audace" du fascisme italien en Méditerrannée et en Espagne était faite, dans une très large mesure, de la complaisance de l'An-

(I) Il est vrai que depuis lors la Société des Nations a voté une résolution vigoureuse flétrissant les bombardements aériens des villes chinoises. Mais autant en emporte le vent....

gleterre et de la France qui ne se bornaient qu'à opposer aux interventions concrètes de l'Italie dans les affaires d'Espagne, des protestations platoniques ou des mesures d'interdiction restant sur le papier. Mais attribuer à de la pusillanimité ou à de l'aveuglement la politique de complaisance des puissances démocratiques à l'égard du fascisme, c'est simplement souligner les symptômes de cette politique, mais ce n'est pas en expliquer les raisons. C'est un fait que les gouvernements démocratiques ont fait montre de plus de condescendance vis-à-vis des gouvernements fascistes que lorsque ces mêmes pays avaient encore des gouvernements démocratiques. L'attitude de la France à l'égard de l'Allemagne national -socialiste est particulièrement éloquente à cet égard.

La raison de cette condescendance envers les puissances "trublions", ce sont les liens de solidarité qui unissent les démocraties aux puissances fascistes. La France, l'Angleterre tout en s'opposant aux entreprises expansionnistes de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon ont des raisons de craindre la faillite de ces équipées qui marquerait la fin des dictatures. Et les puissances démocratiques ne perdent jamais de vue que l'effondrement de l'autorité dans les pays de dictature sous la poussée des masses signifierait l'ébranlement du régime capitaliste dans le monde entier. Devant la menace d'un soulèvement des masses prolétariennes, démocratie et fascisme se sentent solidaires; on l'a bien vu en Espagne.

Mais le désir de ne rien faire qui puisse contribuer à augmenter la tension sociale chez l'ennemi se trouve limité par la nécessité de s'opposer malgré tout à ses entreprises expansionnistes. La volonté de paix et la solidarité des pays capitalistes se meut entre ces deux pôles extrêmes. Les évènements d'Extrême-Orient montrent que cette marge se rétrécit toujours davantage. Le capitalisme nous conduit vers une nouvelle catastrophe. Il importe que les travailleurs se rappellent maintenant plus que jamais que leur mission est d'enterrer le capitalisme et non pas de le sauver.

U N E R E C I D I V E D E " C O M M U N I S M E. "

Nos ex-minoritaires continuent à nous accabler, dans leur organe, des plus amers reproches. Nous avons déjà dû protester contre leur manière de polémiquer qui consiste à nous attribuer des positions que nous n'avons jamais défendues, ce qui leur permet d'autant plus facilement de se faire passer pour des redresseurs de torts et des accusateurs de trahison. Nous avons déjà narré comment ils nous accusaient notamment d'avoir, à propos des évènements espagnols, fait accroire que le prolétariat pouvait s'engager dans la lutte pour la destruction de l'Etat capitaliste " tout en restant sous le contrôle de cet Etat. " Tous ceux qui ont suivi dans notre "Bulletin" la discussion de la question espagnole, tant avant la scission dans la Ligue qu'après, savent que c'est le contraire que nous avons défendu. Nous avons soutenu, dès le début de la lutte en Espagne, que le prolétariat devait se libérer de toutes les forces de la bourgeoisie - donc y compris de son état. Que le prolétariat devait non seulement se libérer de cet

état, mais encore le détruire, faute de quoi la révolution devait être vaincue et les conquetes risquaient d'être perdues entièrement. Tout cela a été dit et écrit. Nous avons demandé à nos ex-minoritaires de prouver leurs accusations en produisant des textes, ce qui doit être chose facile, si leurs accusations sont vraies.

Selon leurs habitudes, nos ex-minoritaires ne répondent pas directement, mais se lancent dans des explications compliquées et s'efforcent de faire dire à des textes ce qu'ils ne disent pas et ce que manifestement leurs auteurs n'ont pas voulu leur faire dire. C'est ainsi qu'ils donnent maintenant une deuxième version de notre "capitulation". Nous aurions déclaré que la première chose à faire en Espagne, c'était de gagner la guerre contre Franco et ensuite, mais ensuite seulement, faire la révolution. Pour le prouver, nos solliciteurs de texte produisent le passage suivant d'un de nos articles :

" La guerre, pour le prolétariat, c'est en finir définitivement avec
" le fascisme; mener cette guerre avec toutes les conséquences qui
" en découlent, seul le prolétariat peut la mener. Par la suite, il
" doit s'apprêter à régler son compte à la bourgeoisie républicaine,
" "alliée", conditionnelle, plus qu'incertaine, prête à rompre à
" chaque instant l'alliance pour se liguer avec le fascisme etc..."

Les parties qui sont soulignées l'ont été non par nous mais par nos ex-minoritaires pour mieux faire ressortir le sens "véritable" que cache notre démonstration. Malheureusement pour eux, nous avons démenti explicitement, dans l'article même dont ces phrases sont extraites, la signification qu'ils prétendent leur donner. Nous disions en effet (Bull. Juin 1937, P.6):

" Les raisons invoquées par le Poum et les anarchistes pour
" collaborer à un gouvernement capitaliste sont connues: il faut
" avant tout gagner la guerre. Nous avons eu l'occasion de nombreu-
" ses fois de démontrer la fausseté des arguments invoqués par ces
" deux courants."

Et en effet, c'est précisément à propos des conditions d'une guerre victorieuse contre Franco que nous nous trouvions nettement opposés au Poum et aux anarchistes. La condition d'une telle guerre pour nous c'était la révolution prolétarienne. Nous avions exprimé cette idée avec plus de netteté encore dans la résolution adoptée à la Conférence de février (résolution dont nos ex-minoritaires faussent la signification) là où il était dit: " Là où la guerre civile n'est pas un épisode de jours ou de semaines, mais de mois "ou d'années, la conduite de cette guerre ne peut être laissée entre les mains de la bourgeoisie. " Mener cette guerre " avec toutes les conséquences qui en découlent" c'était pour nous faire la révolution. Les mots " par la suite " soulignés par nos contradicteurs, signifient ici, "en conséquence". Est-ce clair et net? Nos ex-minoritaires n'auraient d'ailleurs pas pu se tromper à la lecture de notre article parce que lors de nos discussions au sein de la Ligue, nous avons démenti non pas une fois, mais dix fois l'interprétation qu'ils nous servent encore maintenant. Nous devons bien admettre dès lors, qu'ils sont de mauvaise foi.

Nos ex-minoritaires n'ont toujours pas compris qu'agir comme ils l'ont fait c'était répudier l'action des travailleurs espagnols.

C'est regrettable et cela ne prouve qu'une chose, c'est que la discussion n'a aucune prise sur eux. C'est une indication dont nous devrons certainement tenir compte pour régler nos relations avec eux.

La Fraction de Gauche nous a demandé de nous rencontrer avec elle pour discuter de nos points de vue. En même temps qu'elle nous envoyait son invitation, elle exprimait l'opinion que nous nous étions engagé dans un "nouveau 1914". Si quelqu'un comprend quelque chose à ces contorsions, nous pas. Savez-vous, citoyens, ce que fut 1914 pour le socialisme? Ce fut le passage à la bourgeoisie, à l'ennemi. Ce fut la trahison. Eh bien, abstenez-vous de discuter avec les contre-révolutionnaires que nous sommes. On ne discute pas avec l'ennemi, on le démasque.

LA VIE DU " BULLETIN ".

Soutien versé au 20/9/37. Seraing: 15 frs; Emile Ver o,50 frs G.B. 2 frs; M.V. 5 frs; M.L. 5 frs; A.H. 20 frs; Emile B. 5 frs; Simone 100 frs Total: 152,50 frs
Listes précédentes: 824,50 frs - Total général: 977 frs.